



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2001/NGO/136
13 février 2001

Original: ANGLAIS, ESPAGNOL
ET FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit*/ présenté par la Commission colombienne de juristes, organisation non
gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution
1996/31 du Conseil économique et social.

[12 janvier 2001]

*/ Exposé écrit publié tel quel, en anglais, espagnol et français, sans avoir été revu par les
services d'édition.

Les organisations non gouvernementales et sociales colombiennes déclarent devant la 57^{ème} session de la Commission des droits de l'homme que l'affirmation du Haut Commissaire aux droits de l'homme reste valable (E/CN.4/2000/8) : *"Les droits de l'homme (en Colombie) n'ont pas fait l'objet d'un traitement suffisamment prioritaire de la part du gouvernement; il en a été de même avec les recommandations internationales"* (paragraphe 168).

Le Haut Commissariat en Colombie (HCNUDH) assume sérieusement son double mandat. Cependant, la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire continue de se dégrader car le gouvernement persiste à ne pas suivre les recommandations. En 1999, douze personnes en moyenne ont mort ou disparu chaque jour par suite de la violence socio-politique. En 2000 ce chiffre est passé à quatorze : huit ont mort dans des exécutions sommaires, environ une a disparu, et une autre a été tuée tous les deux jours pour appartenance à des secteurs sociaux jugés marginaux ; enfin, plus de quatre sont tombées en combat.

Sur l'ensemble des ces morts et de ces disparitions -dont l'auteur présumé est connu- 79,95% a été attribué à des agents étatiques : 2,44% directement (29 victimes), et 77,51% indirectement, par des groupes paramilitaires (920 victimes). Les guérillas se sont vues attribuer 20,05% (238 victimes)¹.

En 2000 les groupes paramilitaires ont commis de multiples massacres, parmi lesquelles celles de *El Salado*, le 18 février -45 paysans exécutés-, et *Nueva Venecia*, le 22 novembre -49 pêcheurs exécutés et 30 disparus-².

Le 15 août 2000, à *Pueblorrico*, six enfants, entre 7 et 11 ans, sont morts et quatre autres ont été blessés : 50 élèves, en sortie scolaire, encadrés par des adultes, ont été attaqués par des troupes de la IV^{ème} Brigade, malgré les prières du groupe d'arrêter les attaques. Les militaires n'ont pas porté aux victimes une attention adéquate ; une enfant blessée est morte par suite d'une hémorragie, faute de soins immédiats. Le Parquet a constaté qu'il n'y avait pas de combats à ce moment-là. Des porte-paroles de l'armée et le ministre de la défense, ont prétendu que les guérilleros avaient utilisé les enfants comme écussons humains, hypothèse infirmé par le Parquet. Le juge pénal militaire saisi du cas, a dégagé de toute responsabilité 16 personnes parmi les inculpés.

La population déplacée augmente comme conséquence de l'escalade du conflit et, quelquefois, pour faciliter la mise en place de méga-projets. En 2000 le nombre de déplacés a dépassé les 300 000 ; les politiques gouvernementales se sont avérées inadéquates pour prévenir le phénomène et s'occuper des victimes³.

Le "*Plan Colombia*", approuvé au congrès américain, entraînera sans doute une aggravation du conflit et des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire, comme c'est déjà le cas au *Putumayo*.

Les attaques contre des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des leaders sociaux et syndicaux persistent. Hauts fonctionnaires de l'armée se sont référé aux ONGs

¹Banque de données, *Comisión Colombiana de Juristas*.

² *Defensoría del Pueblo*

³ Bureau de Conseil pour les droits de l'homme y les déplacés.

dans des termes contredisant la directrice présidentielle en la matière ; aucune sanction disciplinaire n'a été imposée.

La situation des prisons se dégrade : les paramilitaires détenus essaient de contrôler les prisons avec la complicité des gardiens, et attaquent les autres détenus, notamment les prisonniers politiques. Lors d'un massacre 27 internes sont assassinés, sans aucune réaction de la part des autorités.

La plupart de la population colombienne ne jouit pas des droits économiques, sociaux et culturels. Le taux de chômage dépasse 20% ; les propositions du gouvernement en vue de sa diminution aggravent les conditions, déjà précaires, des travailleurs⁴. Le taux de mortalité infantile dans les zones rurales double celui des villes : 54,0% et 27,2% respectivement⁵. Environ 3 millions d'enfants en âge scolaire sont exclus du système éducatif⁶.

Les droits des communautés noires et autochtones continuent d'être lésés, notamment celui, établi par l'OIT, d'être consultées avant la prise de décisions concernant des projets d'infrastructure ; ainsi, par exemple, la vie et la santé des *Embera-Katío* et des *U'wa* sont en danger.

Les parties au conflit enfreignent le droit humanitaire. Le *ELN* poursuit les enlèvements massifs. Les *FARC* maintiennent les enlèvements et ont utilisé en guise d'armes, plusieurs fois, des bonbonnes à gaz, n'épargnant ni la vie ni les biens de la population civile. La force publique continue d'aménager ses postes au milieu des biens et des habitants, avec tous les risques que cela comporte. Le 16 janvier 2000, l'armée bombarda et mitrilla un hameau proche de la rivière *Cimitarra*. Résultat : près de 400 paysans déplacés et des logements détruits⁷.

Le gouvernement a adopté des mesures limitant les libertés fondamentales. Un projet sera soumis au Congrès pour restreindre l'*Habeas Corpus*, créer des zones spéciales d'ordre public et conférer aux Forces Militaires des facultés extraordinaires pour perquisitionner, et réaliser des arrestations et des écoutes téléphoniques.

La force publique reconnaît ne pas combattre les groupes paramilitaires. Selon un rapport du Ministère de la Défense, les résultats des actions contre les paramilitaires « sont difficilement comparables car les groupes de guérilla attaquent et s'affrontent à la force publique (...) tandis que les groupes d'autodéfense évitent les actions de cette dernière et ont pour principe de ne pas la combattre ; d'où moins de possibilités de morts et de captures »⁸. Dans son troisième rapport sur la Colombie, le Haut Commissaire signale : "le Haut Commissariat a été témoin de déclarations d'officiers de l'armée selon lesquels, étant donné que les paramilitaires ne mènent pas d'actions contre l'ordre constitutionnel, la fonction de l'armée n'est pas de les combattre".

En octobre 2000, 388 militaires dont les noms n'ont pas été publiés, ont été contraints d'abandonner l'armée. Reste à savoir si cette décision a été prise suite à des violations des droits de l'homme. En tout cas, aucune information judiciaire n'a été ouverte. De plus, des

⁴ Département Administratif National des Statistiques – *DANE* -, juin 2000.

⁵ Ministère des Affaires Etrangères, quatrième rapport au Comité du Pacte de Desc., mai 2000.

⁶ *Defensoría del Pueblo*, mai 2000.

⁷ Banque de données du *CINEP* et de *Justicia y Paz*..

⁸ "*La fuerza pública y los Derechos Humanos en Colombia*", mars 2000

officiers contre lesquels pèsent de lourds indices d'avoir des liens avec les groupes paramilitaires se trouvent encore en service actif. Selon le ministre de la défense, parmi ceux qui ont dû retourner à la vie civile, certains sont devenus membres de groupes paramilitaires.

L'impunité pour cause de violation des droits de l'homme est proche de 100%. Souvent, le Parquet n'est pas suffisamment appuyé par les corps de sécurité de l'État. Dans certains cas, le Parquet a confié les enquêtes à la justice pénale militaire, ce qui est contraire aux recommandations internationales et à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle qui établit que toutes les violations des droits de l'homme doivent être poursuivies et jugées par la justice civile ordinaire.

Comme organisations signataires de la présente déclaration, nous appuyons les démarches pour une solution négociée au conflit. La quête de la paix doit aller de pair avec une politique sérieuse des droits de l'homme, inexistante sous le gouvernement actuel. Il faut également assurer le respect des droits des victimes à connaître la vérité, à obtenir réparation des dommages et à ce que les responsables soient punis justement. Nous exigeons que les acteurs armés respectent les droits des non combattants, et que des accords humanitaires soient signés.

Nous demandons à cette Commission de:

- Compte tenu du rapport du Haut Commissaire, exprimer fermement sa profonde préoccupation concernant la crise des droits de l'homme en Colombie et le non-respect réitéré des recommandations.
- Renforcer le mandat du HCNUDH en Colombie, à travers un financement adéquat, en appuyant ses actions et en exigeant au gouvernement d'appliquer les recommandations.
- Demander au Haut Commissaire de présenter son rapport sur la Colombie devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.
- Désigner un Rapporteur Spécial pour la Colombie, comme mécanisme complémentaire pour appuyer le HCNUDH dans le suivi de l'application des recommandations internationales.
- Demander aux mécanismes thématiques de la Commission de renforcer l'attention portée à la crise des droits de l'homme en Colombie et visiter de nouveau le pays.
- Lancer un appel aux pays qui appuient militairement la Colombie afin qu'ils exigent que l'aide ne soit pas utilisée pour des actions qui violent les droits de l'homme et que les recommandations réitérées des Nations Unies soient suivies.
- Créer, au sein de la Commission, un groupe chargé d'analyser les causes du non-respect par le gouvernement colombien des recommandations du HCNUDH, et de présenter un rapport à la prochaine session de la Commission.
- Recommander au Conseil de Sécurité d'établir un Tribunal Pénal *Ad Hoc* pour la Colombie, chargé de poursuivre et de juger les graves violations aux droits de l'homme, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.
- Adopter ces actions au moyen d'une Résolution, vu le manque de coopération du gouvernement colombien, mis en évidence par le non-respect réitéré des recommandations internationales.

Bogotá, décembre 2000

1. ACGTD Confederación General de Trabajadores Democráticos
2. Asociación Campesina de Antioquia

3. Asociación Campesina del Valle del Cimitarra
4. Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos - Asfades Medellín
5. Asociación de Trabajo Interdisciplinario - ATI
6. Asociación Nacional de Ayuda Solidaria - Andas Bogotá
7. Benposta Nación de Muchachos
8. Casa de Paz Cali
9. Cencooser Central Cooperativa de Servicios
10. CEPECS Centro de Promoción Ecomenica Social
11. Cinep Centro de Investigación Popular
12. Corporación Avre
13. Colectivo de Abogados
14. Colectivo de Derechos Humanos Semillas de Libertad - Codhesel
15. Comisión Colombiana de Juristas
16. Comité Permanente por la Defensa de Derechos Humanos
17. Comité Permanente por la Defensa de Derechos Humanos "Hector Abad Gómez"
18. Comité de Solidaridad con Presos Políticos - CSPP
19. Comunidades Eclesiales de base
20. Consejo Regional Indígena del Cauca - Cric
21. Corporación Cleber
22. Corporación Compromiso
23. Corporación Jurídica Libertad
24. Corporación Mujer y Dignidad Piedecuesta
25. Corporación Utopías
26. CPC Confederación de Pensionados de Colombia
27. Credhos
28. CSPP Valle
29. CTC Confederación de trabajadores de Colombia
30. Sub directivo de la CUT Norte de Santander
31. Defensa de los Niños Internacional - DNI
32. Diócesis de Quibdó
33. Escuela Nacional Sindical
34. FEDES Federación Educativa de desarrollo
35. Franciscans International
36. Fundación Estrella Orográfica del Macizo Colombiano - Fundecima
37. Fundación Equipo Técnico
38. Fundación Foro Costa Atlántica
39. Fundación Sumapaz
40. Funprocep
41. GAD
42. Grupo de Gays y Lesbianas
43. Humanidad Vigente Bogotá
44. Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos - ILSA
45. Instituto María Cano
46. Instituto Popular de Capacitación - IPC
47. Justicia y Paz Medellín
48. Mencoldes Fundación Menonita para el Desarrollo
49. Organización Femenina Popular
50. Organización Indígena de Antioquia - OIA
51. Partido del Socialismo Democrático
52. Pastoral Social Villavicencio
53. Reiniciar

- 54. Sintrainal Coordinadora Popular
- 55. Solivida Cali
- 56. Sol y Tierra
